

D'abord en France, puisque c'est le moment,

Mais aussi au niveau Europe, cela devrait être au cœur de la campagne pour l'élection européenne, car les préoccupations des citoyens européens « de base » sont les mêmes...

TOUT DOIT ETRE REMIS A PLAT, AVEC LA PARTICIPATION DE TOUS.

UNE REMISE EN CAUSE DE CERTAINS TABOUS (défense européenne, nucléaire militaire, richesses indécentes, recherche transférée au privé) DONNERA DES MARGES DE MANŒUVRE FINANCIERES POUR MENER LA TRANSITION ECOLOGIQUE ET SOLIDAIRE.

- ➔ Une vraie Europe de la démocratie (beaucoup plus de démocratie directe, de proportionnelle, de prise en compte des votes blancs, de limitation des mandats), de la solidarité (entre ses membres, mais aussi avec les autres continents), et de la transition écologique (à mener d'urgence en parallèle avec la justice sociale). Que cette Europe ait un siège au Conseil de Sécurité de l'ONU (et non plus la France), qu'elle assume sa défense (quelle défense, quelle mode de décision - mutualisation des moyens et arrêt du nucléaire militaire).
- ➔ la répartition des richesses (fixer une échelle des revenus, par exemple de 1 à 10). Risque d'exil des plus riches ? OK ! « restons entre nous et serrons-nous les coudes »... Le niveau 1 (de 1 à 10) serait le « revenu minimum de base » pour tout citoyen européen.
- ➔ Les services publics. On parle toujours de réduire la dépense publique, donc les effectifs de la fonction publique. Mais il y a des secteurs « sanctuarisés » comme l'armée (dont l'armement nucléaire). Cela représente +/- 36 Md d'€ en 2019 pour la France, avec une perspective de 41 MD d'€ en 2022 (puis + 3 Md d'€ par an ensuite...). Si nous faisons le choix d'une vraie Europe, ces dépenses militaires doivent être transférées à l'Europe (qui doit donc voir son budget revu à la hausse). Doit-on continuer à être les « gendarmes du monde » ? De quel droit ?
- ➔ Retour à une vraie protection sociale solidaire hors mutuelles
- ➔ Retour à une recherche publique et indépendante. Cela coûte cher ? Non. Car nombre de grosses entreprises 1) pillent les compétences des chercheurs publics via les accords « privés – publics » et s'enrichissent au détriment du budget public 2) font payer très cher « leurs » découvertes par exemple dans le domaine de la santé en exigeant des montants de prise en charge exorbitants par l'assurance maladie.
- ➔ Une transition écologique accélérée. Vérité sur le prix du kwh nucléaire, intégrant la démolition des centrales en fin de vie, la gestion des déchets, etc.
- ➔ Dans la partie « démocratie directe », utiliser le référendum d'initiative citoyenne, mais aussi les « conférences de citoyens » à condition d'en respecter le principe... Que tout se fasse en direct à la TV, dans une « chaîne de la démocratie active ». Dénoncer l'anarchie de la concertation citoyenne menée sur les vaccins par le Pr Fischer (comment dévoyer une belle idée de fonctionnement démocratique !).
- ➔ Qui dit « démocratie directe » dit « révision du mode de gouvernance des entreprises ». 4 quarts : capital, management, salariés et Etat (pour les entreprises travaillant pour le Bien commun, santé par exemple).

Et au-delà, prendre en compte « l'effondrement » qui se rapproche. Comment le gérer, dans toutes ses dimensions (démocratie, solidarité, subsistance, énergie, etc.)